

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE  
OUEST AFRICAINE

-----  
La Commission  
-----

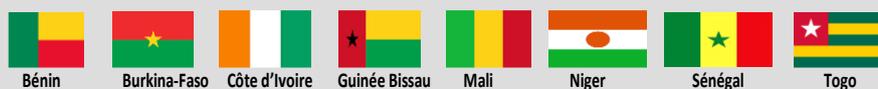
Département des Politiques Economiques  
et de la Fiscalité Intérieure



## NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE REGIONALE DANS L'UEMOA

N°452

3<sup>eme</sup> trimestre 2019



Décembre 2019

## Table des matières

Liste des tableaux.....	ii
Liste des graphiques .....	ii
Sigles et abréviations .....	iii
Résumé .....	1
Introduction.....	2
1. Conjoncture internationale.....	2
1.1. Activité économique mondiale .....	2
1.2. Inflation dans les principales régions du monde .....	3
1.3. Cours des matières premières.....	4
1.4. Taux d'intérêt.....	5
2. Conjoncture dans la zone UEMOA .....	6
2.1. Activité économique régionale.....	6
Activité agricole .....	6
Activité industrielle.....	7
Activité dans le commerce et les services .....	8
2.2. Evolution de l'inflation .....	9
2.3. Secteur extérieur .....	12
2.4. Finances publiques.....	16
2.4.1. Recettes .....	16
<b>Rubriques</b> .....	16
<b>Etats membres</b> .....	16
2.4.2. Dépenses.....	17
2.4.3. Solde budgétaire.....	18
2.5. Situation monétaire.....	18
2.5.1. Masse monétaire .....	18
2.5.2. Actifs extérieurs nets .....	18
2.5.3. Créances sur les autres secteurs .....	19
2.5.4. Créances nettes sur l'administration centrale .....	20
2.6. Activités de la BRVM .....	20
2.7. Taux de change effectif réel.....	20
3. Principaux faits marquants .....	21
3.1. Environnement international .....	21
3.2. Pays de l'UEMOA.....	22
Conclusion.....	23

## Liste des tableaux

<b>Tableau 1</b> : Cours des principales matières premières en dollars.....	5
<b>Tableau 2</b> : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2018/2019 .....	7
<b>Tableau 3</b> : Indice harmonisé de la production industrielle des pays de l'UEMOA ....	8
<b>Tableau 4</b> : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction .....	10
<b>Tableau 5</b> : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre .....	11
<b>Tableau 6</b> : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC.....	11
<b>Tableau 7</b> : Evolution trimestrielle des exportations en valeur (en Mds) .....	12
<b>Tableau 8</b> : Evolution trimestrielle des importations en valeur (en Mds) .....	13
<b>Tableau 9</b> : Evolution trimestrielle du taux de couverture dans l'Union (en %) .....	14
<b>Tableau 10</b> : Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (en Mds) .....	15
<b>Tableau 11</b> : Recettes et Dépenses publiques dans l'UEMOA (en Mds).....	16
<b>Tableau 12</b> : :Masse monétaire et contreparties dans l'UEMOA (en Mds) .....	19

## Liste des graphiques

<b>Graphique 1</b> : Croissance dans les principales régions du monde.....	3
<b>Graphique 2</b> : Evolution des cours du pétrole (en dollars par baril).....	4
<b>Graphique 3</b> : Taux de croissance économique dans l'UEMOA .....	6
<b>Graphique 4</b> : Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union .....	15

## Sigles et abréviations

<b>BCEAO</b>	: Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
<b>BRVM</b>	: Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
<b>CNPE</b>	: Comité National de Politique Economique
<b>FCFA</b>	: Franc de la Communauté Financière Africaine
<b>FED</b>	: Réserve Fédérale des Etats - Unis
<b>FMI</b>	: Fonds Monétaire International
<b>IHPC</b>	: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
<b>IHPI</b>	: Indice Harmonisé de la Production Industrielle
<b>INS</b>	: Institut National de la Statistique
<b>LIBOR</b>	: Taux interbancaire pratiqué à Londres
<b>Mds</b>	: Milliards
<b>Nd</b>	: Non disponible
<b>PIB</b>	: Produit Intérieur Brut
<b>TOFE</b>	: Tableau des Opérations Financières de l’Etat
<b>UEMOA</b>	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
<b>3T19</b>	: Troisième trimestre 2019

## Résumé

Après une décélération enregistrée, en 2018, à la suite de deux (02) années consécutives d'accélération soutenue, la croissance économique mondiale ralentirait, une fois de plus, en 2019 pour se situer à 3,0%, contre 3,6% en 2018. Ce ralentissement s'explique par le fléchissement du niveau de l'activité en particulier de la production industrielle dans les pays avancés notamment aux Etats – Unis, en zone euro ainsi que dans les pays émergents et en développement où il a été encore plus prononcé.

En 2019, l'inflation globale serait modérée dans les pays avancés avec un taux qui passe de 2,0% en 2018 à 1,5% en lien avec une baisse des cours des produits alimentaires de base. Concernant les pays émergents et en développement, l'inflation ressortirait à 4,7% en 2019 contre 4,8% en 2018 en dépit de la hausse des cours du pétrole.

Pour ce qui est de l'Afrique subsaharienne, en 2019, sa croissance économique s'accélérait en ressortant à 3,2% comme en 2018 et 2,9% en 2017, portée par une amélioration progressive de l'économie des pays exportateurs de pétrole particulièrement le Nigéria.

En 2019, l'activité économique de l'Union continuerait à être dynamique avec un taux de croissance attendu à 6,6% comme en 2018. Elle se tiendrait dans un contexte de stabilité des prix en liaison avec les bonnes campagnes agricoles réalisées dans la majorité des Etats membres.

Au cours du trimestre sous revue (troisième trimestre 2019), la production industrielle a baissé en Côte d'Ivoire, au Sénégal et en Guinée Bissau. Au cours de la même période, le chiffre d'affaires du commerce a baissé en Côte d'Ivoire et progressé au Sénégal et en Guinée Bissau. Dans le même temps, le chiffre d'affaires des services a progressé au Sénégal. Les créations d'entreprises ont, quant à elles, progressé au Bénin et en Guinée Bissau et baissé au Sénégal.

La baisse des ventes, à l'extérieur, des produits de l'Union (hors Bénin)<sup>1</sup> enregistré au second trimestre 2019 s'est accentuée au troisième trimestre de l'année. En effet, les exportations se sont repliées de 569,9 Mds (-15,6%) au troisième trimestre 2019 comparativement au trimestre précédent pour lequel également une baisse de 245,8 Mds (-6,3%) a été observée.

Les achats des produits de l'Union ont baissé de 88,0 Mds (-1,8%) au troisième trimestre 2019 comparé au trimestre précédent de l'année, en lien avec le repli des importations enregistré dans tous les Etats membres en dehors de la Côte d'Ivoire (+17,1%) et le Sénégal (+9,3%). Le Burkina Faso (-31,2%) a été le pays de l'Union dont les importations ont le plus diminué suivi respectivement par le Niger (-22,1%), la Guinée Bissau (-18,1%), le Mali (-7,6%) et le Togo (-6,7%). Au niveau des finances publiques, le solde budgétaire s'est amélioré au cours du trimestre sous revue. Dans le même temps, les agrégats monétaires, notamment la masse monétaire et les actifs extérieurs nets, se sont affichés en baisse alors que les créances sur les autres secteurs enregistrent une hausse.

---

<sup>1</sup> Les données du 3ème trimestre 2019 du commerce extérieur du Bénin n'ont pas été disponibles

## Introduction

Dans le cadre du suivi régulier de la conjoncture économique dans l'Union, la Commission de l'UEMOA, à travers le Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE), élabore, chaque trimestre, la Note de Conjoncture Economique Régionale. Ladite note s'adresse aux décideurs régionaux, aux chercheurs, aux étudiants, aux cadres et à tous les utilisateurs de données statistiques sur l'Union. Elle analyse l'évolution des principaux indicateurs conjoncturels dans les huit (08) Etats membres.

La présente note analyse la situation économique et financière des Etats membres de l'UEMOA au troisième trimestre 2019 et fait une brève projection sur le quatrième trimestre 2019. Elle comporte trois (03) parties : l'environnement international, la conjoncture intérieure et les principaux faits marquants.

Les données de la conjoncture internationale proviennent de la mise à jour d'octobre 2019 de l'édition « Perspectives de l'économie mondiale » du Fonds Monétaire International (FMI), de la base de données «The Pink Sheet » de la Banque mondiale, tandis que celles relatives à la croissance régionale sont issues du rapport de la surveillance multilatérale de décembre 2019. Quant aux données conjoncturelles nationales, elles ont été rendues disponibles par les Instituts Nationaux de la Statistique (INS), les Comités Nationaux de Politique Economique (CNPE) ou les Directions en charge de la prévision des Etats membres, à travers des correspondants nationaux.

## 1. Conjoncture internationale

### 1.1. Activité économique mondiale

Après une décélération enregistrée, en 2018, à la suite de deux (02) années consécutives d'accélération soutenue, la croissance économique mondiale ralentirait, une fois de plus, en 2019 pour se situer à 3,0%, contre 3,6% en 2018. Ce ralentissement s'explique par le fléchissement du niveau de l'activité en particulier de la production industrielle dans les pays avancés notamment aux Etats – Unis et en zone euro. Dans les pays émergents et les pays en développement, le ralentissement a été encore plus prononcé.

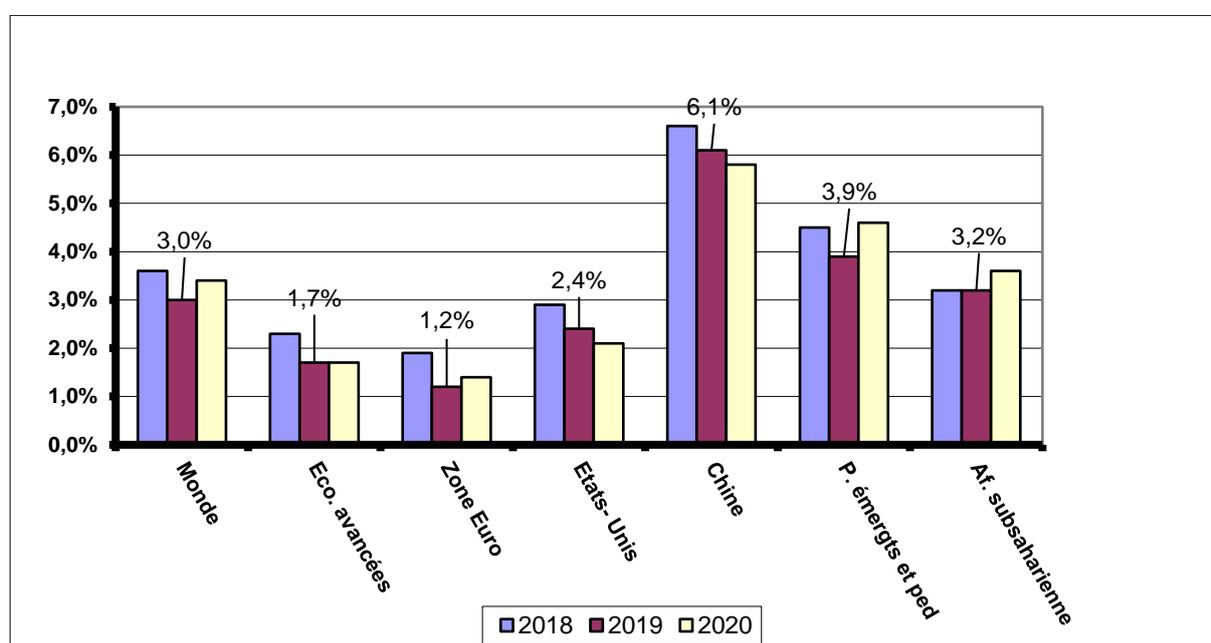
Aux Etats-Unis, la croissance économique devrait décélérer pour se situer à 2,4%, en 2019, contre 2,9% en 2018. Cette décélération s'expliquerait par la faiblesse attendue au second semestre de l'année de la demande intérieure et des importations en partie à cause de l'effet de la hausse des droits de douane.

En Zone euro, la croissance de l'économie passerait de 1,9% en 2018 à 1,2% en 2019. Cette décélération s'expliquerait surtout par l'adaptation des chaînes de production aux nouvelles normes. En 2020, la croissance atteindrait 1,4% surtout avec la remontée de la demande extérieure et de la fin de l'adaptation aux nouvelles normes.

En Chine, la croissance devrait encore ralentir pour ressortir à 6,1% en 2019 après 6,6% en 2018. La décélération attendue est liée aux effets négatifs de l'escalade des droits de douane avec les Etats Unis et l'affaiblissement de la demande extérieure qui ont accentué la pression sur une économie déjà plongée dans un ralentissement structurel et souffrant du durcissement de la réglementation mise en œuvre pour freiner l'endettement.

Quant à l'Afrique subsaharienne, en 2019, sa croissance économique serait de 3,2% comme en 2018, portée par la croissance vigoureuse dans les pays exportateurs de pétrole, suite à une amélioration des cours, particulièrement au Nigéria, qui compenserait partiellement les résultats médiocres des plus grandes économies de la région.

**Graphique 1:** Croissance dans les principales régions du monde



## 1.2. Inflation dans les principales régions du monde

En 2019, l'inflation globale serait modérée dans les pays avancés avec un taux qui passerait à 1,5%, contre 2,0% en 2018, en lien avec une baisse des cours des produits alimentaires de base. Cette évolution des prix s'expliquerait par la faible croissance de la demande finale. Par ailleurs, l'inflation hors alimentation et énergie dans l'ensemble des pays avancés a fléchi, au premier semestre 2019, pour s'établir en deçà des objectifs fixés aux États-Unis ou est restée largement au-dessous des objectifs dans la Zone euro et au Japon.

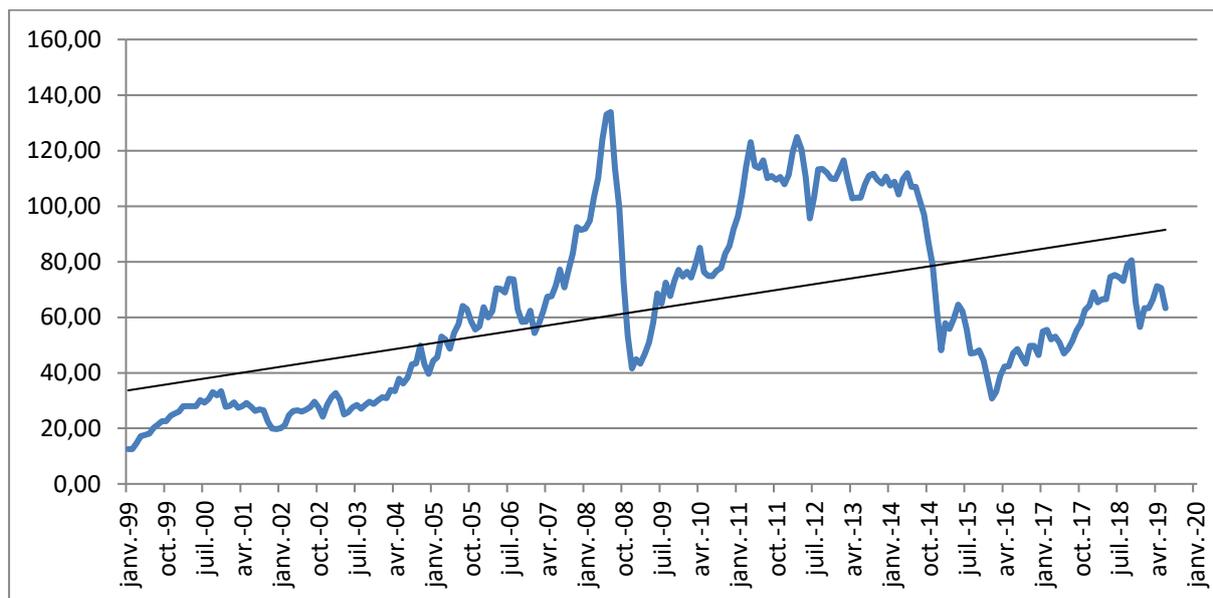
Dans les pays émergents et en développement, le taux d'inflation ressortirait à 4,7% en 2019 contre 4,8% en 2018, en dépit de la hausse des cours du pétrole. Le maintien du taux serait lié, entre autres, à l'inflation hors alimentation et énergie qui est tombée, au premier semestre, en dessous des moyennes historiques dans bon nombre de pays émergents et même de pays en développement. En outre, la pression des coûts a été

modérée, du fait de la croissance encore timide des salaires dans de nombreux pays, alors même que les marchés du travail ont continué de se tendre.

### 1.3. Cours des matières premières

Au troisième trimestre 2019, comparativement au trimestre précédent, les cours du pétrole brut (Brent) ont baissé de 9,4%. Cette baisse des cours du brut s'explique essentiellement par la faiblesse de la demande et par une offre abondante dans les pays producteurs. En glissement annuel, les cours ont baissé de 7,6%.

**Graphique 2** : Evolution des cours du pétrole Brent (en dollars par baril)



Les cours de l'once d'or ont progressé de 12,6% entre le troisième trimestre 2019 et le deuxième trimestre de la même année. Cette hausse des cours de l'once d'or provient essentiellement des difficultés de l'économie mondiale, avec des incertitudes qui redonnent au métal jaune son rôle de valeur refuge. En glissement annuel, ces cours augmentent de 11,0%.

Les cours du cacao ont baissé de 2,1% lors de la période sous revue, comparativement à un trimestre plus tôt. Cette baisse des cours s'explique surtout par une augmentation de l'offre liée à des bonnes récoltes en Côte d'Ivoire et au Ghana. Par rapport au même trimestre de 2018, les cours du cacao sont en hausse de 5,0%.

Entre le troisième trimestre de cette année et le trimestre précédent, les cours du café robusta ont baissé de 1,9%. Cette baisse des prix du café robusta s'explique principalement par l'abondance de l'offre, conjuguée à la faiblesse de la demande. En glissement annuel, les cours du café robusta baissent de 19,4%.

Quant aux cours du coton, ils ont baissé de 11,1%, comparativement au trimestre précédent et de 19,6% en glissement annuel. Cette baisse pourrait provenir des

tensions commerciales entre les Etats Unis et la Chine qui induisent une demande faible.

**Tableau 1** : Cours des principales matières premières en dollars

Matières premières	Unité	2018	2019		Variations en %	
		T3	T2	T3	3T19/ 2T19	3T19/ 3T18
Pétrole brut (Brent)	\$ / bbl	75,5	68,3	61,9	-9,4	-7,6
Cacao	c / kg	224,0	235,0	230,0	-2,1	5,0
Café arabica	c / kg	277,0	273,0	287,0	5,1	-4,7
Café robusta	c / kg	178,0	161,0	158,0	-1,9	-19,4
Huile d'arachide	\$/tm	1 465,0	1 387,0	1 451,0	4,6	9,3
Huile de palme	\$/tm	612,0	568,0	570,0	0,4	-15,4
Huile de palmiste	\$/tm	881,0	584,0	596,0	2,1	-47,9
Maïs	\$ / tm	157,9	175,9	170,1	-3,3	3,9
Riz brisé 5%	\$ / tm	402,7	414,0	424,3	2,5	3,0
Sorgho	\$ / tm	158,9	162,9	152,4	-6,4	-16,4
Blé	\$ / tm	222,4	206,7	201,1	-2,7	10,3
Sucre	C / kg	25,0	28,0	27,0	-3,6	-10,0
Bois (Sawnwood) Caméroun	\$ / dm <sup>3</sup>	624,5	615,9	590,4	-4,1	-22,2
Coton (A Index)	C / kg	207,0	180,0	160,0	-11,1	-19,6
Phosphate roche	\$ / tm	87,3	97,5	78,5	-19,5	-6,9
Or non monétaire	\$ / toz	1 213,0	1 310,0	1 475,0	12,6	11,0

**Source** : PINKSHEET (Banque mondiale)

#### 1.4. Taux d'intérêt

Le taux des dépôts en dollars à 6 mois serait de 2,3% en 2019 contre 2,5% en 2018, au niveau du LIBOR. En 2020, ce taux pourrait être de 2,0%.

Le taux des dépôts en euros à 3 mois s'est situé à -0,4% contre -0,3% en 2018. En 2020 ce taux pourrait être de -0,6%.

Le taux des dépôts en yens à 6 mois serait nul en 2019 comme en 2018. En 2020, ce taux devrait être de -0,1%.

Les taux demeurent bas en Zone euro et au Japon où les banques centrales n'ont pas encore mis fin à leur politique monétaire expansive.

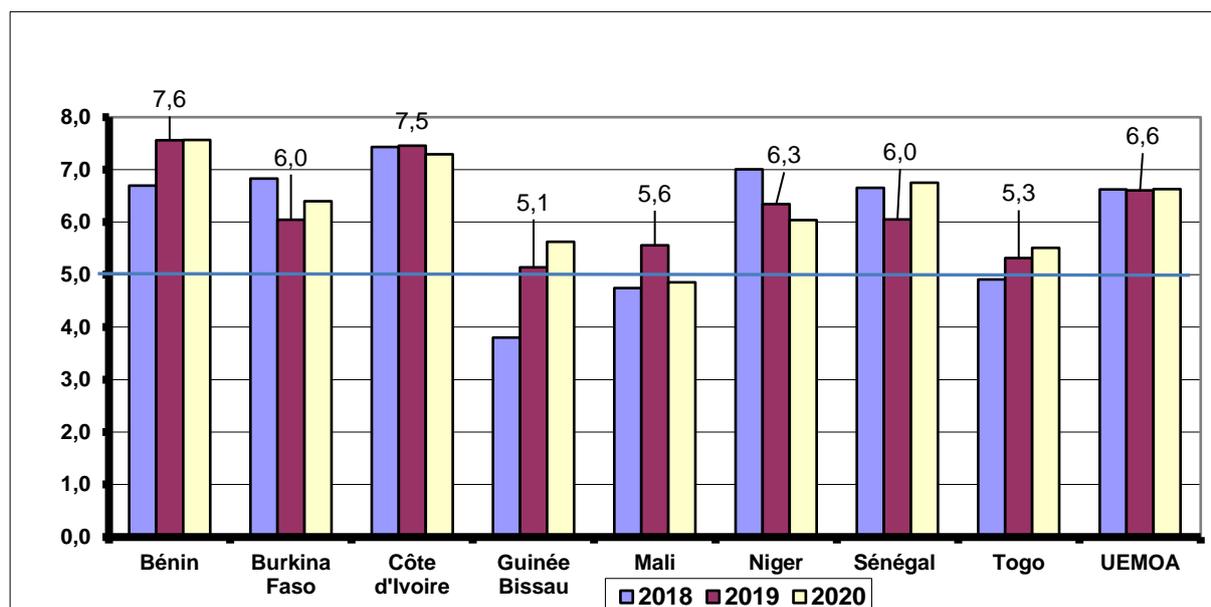
Mais, le durcissement progressif des conditions financières dans la plupart des Etats entraine une hausse progressive des taux d'intérêt, particulièrement aux Etats-Unis où la Réserve Fédérale a mis fin à sa politique d'assouplissement monétaire. Toutefois, les taux ont recommencé à baisser dans ce pays avec un relatif assouplissement de la politique monétaire de la FED.

## 2. Conjoncture dans la zone UEMOA

### 2.1. Activité économique régionale

En 2019, l'activité économique de l'Union continuerait à être dynamique avec un taux de croissance attendu à 6,6% comme en 2018 sous l'impulsion de l'ensemble des secteurs d'activité. Elle se tiendrait dans un contexte de recul du niveau général des prix en liaison avec le bon approvisionnement des marchés en produits de grande consommation dans tous les Etats membres et la baisse des prix des produits alimentaires sur les marchés internationaux.

**Graphique 3** : Taux de croissance économique dans l'UEMOA



Tous les Etats membres devraient enregistrer une croissance supérieure ou égale à 5% en 2019. Par pays, le taux de croissance se présenterait comme suit : Bénin (+7,6%), Burkina Faso (+6,0%), Côte d'Ivoire (+7,5%), Guinée-Bissau (+5,1%), Mali (+5,6%), Niger (+6,3%), Sénégal (+6,0%) et Togo (+5,3%). En 2020, la croissance de l'Union est attendue à 6,6% comme en 2019.

### Activité agricole

La campagne agricole 2018/2019 a donné des résultats satisfaisants dans plusieurs Etats membres, notamment au Niger et au Sénégal pour lesquels la production d'exportation a enregistré des hausses respectives de 26,3% et 53,0%. Pour le Sénégal, la bonne performance des cultures d'exportation s'explique en partie par une augmentation de 312,8% de la production de pastèque.

En ce qui concerne la production vivrière, les plus fortes progressions ont été enregistrées au Burkina Faso et au Sénégal, avec des augmentations respectives de 27,3% et 12,4%, par rapport à la campagne précédente. Au Burkina Faso, ce bon

résultat se justifie par une hausse de 43,6% de la production de mil et une augmentation de 52,1% de celle de sorgho blanc.

Au Sénégal, les bonnes performances des cultures vivrières proviennent principalement des hausses constatées pour les productions de sésame, de manioc et de niébé.

**Tableau 2** : Production agricole dans l’UEMOA pour la campagne 2018/2019

Etats	Production vivrière		Production d’exportation	
	en tonne	%	en tonne	%
<b>Bénin</b>	10.964.892	2,0	1.221.878	10,6
<b>Burkina Faso</b>	5.180.502	27,5	1.097.206	-19,4
<b>Côte d’Ivoire</b>	18.819.700	6,9	5.968.376	7,0
<b>Guinée Bissau</b>	430.358	7,2	147.735	13,6
<b>Mali</b>	10.159.539	9,2	656.548	-9,9
<b>Niger</b>	8.499.038	7,1	8.306.646	26,4
<b>Sénégal</b>	3.924.528	12,4	2.625.728	53,0
<b>Togo</b>	3.640.711	3,0	172.812	8,5
<b>UEMOA</b>	61.619.259	8,1	19.594.530	17,2

Source : INS des Etats membres

## Activité industrielle<sup>2</sup>

En Guinée Bissau, l’indice de la production industrielle a baissé de 17,5% au troisième trimestre 2019 comparativement à la situation d’un trimestre plus tôt. Cette baisse s’explique essentiellement par la diminution de la production de la branche « noix de cajou transformé ». Il a été également observé une hausse de production surtout dans la branche : « fabrication de glaces » et dans celle de « fabrication d’autres produits minéraux non métalliques ». En glissement annuel, la production industrielle baisse de 20,0%.

<sup>2</sup> Seulement trois pays (Guinée-Bissau, Mali et Sénégal) ont communiqué à bonne date, les données du troisième trimestre de la production industrielle.

**Tableau 3** : Indice harmonisé de la production industrielle des pays de l'UEMOA

Pays	3T18	2T19	3T19	Var 3T19/2T19	Var 3T19/3T18
<b>Bénin</b>	128,8	nd	nd	nd	nd
<b>Burkina Faso</b>	162,1	166,5	nd	nd	nd
<b>Côte d'Ivoire</b>	179,1	180,2	nd	nd	nd
<b>Guinée Bissau<sup>3</sup></b>	148,7	144,2	119,0	-17,5%	-20,0%
<b>Mali</b>	80,0	92,1	88,2	-4,3%	10,2%
<b>Niger</b>	102,6	114,1	nd	nd	nd
<b>Sénégal</b>	119,3	129,7	122,9	-5,2%	3,0%
<b>Togo</b>	121,0	92,1	nd	nd	nd

**Source** : INS des Etats membres

Au Mali, au troisième trimestre de l'année 2019, comparativement à la situation d'un trimestre plus tôt, la production industrielle mesurée par l'IHPI, a baissé de 4,3%. Cette diminution s'explique surtout par celle de la production des branches « égrenage de coton », et « fabrication de textiles ». En glissement annuel, l'indice progresse de 10,2%.

Au Sénégal, au cours de la même période, l'IHPI a baissé de 5,2%. Ce résultat se justifie essentiellement par la diminution de la production dans les branches « industries alimentaires » (-33,1%) et « industries des matériaux de construction » (-10,0%). Comparativement à la même période de l'année 2018, la production industrielle a progressé de 3,0%.

### Activité dans le commerce et les services<sup>4</sup>

En Côte d'Ivoire, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail<sup>5</sup> a baissé de 3,5%, au troisième trimestre 2019, comparativement au trimestre précédent. Cette contreperformance s'explique notamment par les diminutions observées aux niveaux des « autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs », et des « autres

<sup>3</sup> IPI de la BCEAO

<sup>4</sup> Seuls la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau et le Sénégal ont transmis des données sur l'indice du chiffre d'affaires du commerce et/ ou des services

<sup>5</sup> Produit par la BCEAO.

produits ». Comparativement à la même période de l'année dernière, l'indice augmente de 1,8%.

En Guinée Bissau, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail<sup>6</sup> a progressé de 0,5%. Cette hausse se justifie surtout par les augmentations notées aux niveaux des « produits de l'alimentation », « des équipements de la personne » et des « automobiles, motocycles et pièces détachées ». En glissement annuel, l'indice baisse de 5,2%.

Au Sénégal, le chiffre d'affaires du commerce a progressé de 2,3% au troisième trimestre 2019, comparativement au deuxième trimestre de la même année. Cette hausse s'explique surtout par l'augmentation du chiffre d'affaires du commerce de gros et du commerce de détail. En glissement annuel, l'indice a progressé de 8,0%, en raison surtout du « commerce de gros » et « du commerce de détail ».

Au troisième trimestre de cette année, comparativement à un trimestre auparavant, l'indice du chiffre d'affaires des services a reculé de 1,6%. Cette diminution provient, essentiellement, d'une baisse au niveau de l'information et la communication. En glissement annuel, cet indice a augmenté de 1,6%.

### **Créations d'entreprises**

Au troisième trimestre 2019, 7412 entreprises ont été enregistrées, contre 6591 au trimestre précédent, au Bénin, soit une hausse de 62,1%. Comparativement à la même période de l'année précédente, le nombre d'entreprises enregistrées progresse de 25,0%.

En Guinée Bissau, 107 entreprises ont été enregistrées au troisième trimestre 2019 contre 66 au trimestre précédent, soit une hausse de 4,3%. En glissement annuel, le nombre d'entreprises enregistrées baisse de 8,1%.

Au troisième trimestre de l'année 2019, 12597 entreprises ont été enregistrées au Sénégal contre 13074 au cours du trimestre précédent, soit une baisse de 3,6%. Au nombre de celles-ci, on compte 84,8% d'entreprises individuelles. Par rapport à la même période de l'année dernière, le nombre progresse de 8,5%.

## **2.2. Evolution de l'inflation**

Au cours du troisième trimestre 2019, l'indice harmonisé des prix à la consommation est ressorti stable en variation trimestrielle (+ ou - 0%, par rapport au trimestre précédent) en baisse de 1,0%, par rapport au troisième trimestre de l'année 2018, c'est-à-dire, en glissement annuel.

Concernant l'évolution des prix en variation trimestrielle, l'analyse des composantes de l'indice général des prix permet de constater qu'elle résulte d'une évolution

---

<sup>6</sup> Produit par la BCEAO

contrastée des prix associés aux différentes fonctions de l'IHPC. En effet, tandis que le sous-indice de la fonction « Alimentation et boissons non alcoolisées » est notamment restée stable sur la période (variation nulle) et que ceux des composantes « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles », « Transport » et « Articles d'habillement et chaussures » ont tous augmenté de 0,6%, les sous-indices liés aux composantes « Loisir et Culture » (-2,4%), « Santé » (-1,2%), « Enseignement » (-0,7%) et « Restauration et Hôtel » (-0,2%) se sont affichés à la baisse.

**Tableau 4** : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction

FONCTION DE CONSOMMATION	Pond.	2018		2019			Variations (%)	
		Trim3	Trim4	Trim1	Trim2	Trim3	3T19/ 2T19	3T19/ 3T18
Alimentation et boissons non alcoolisées	4246,3	106,8	105,5	102,9	104,1	104,1	0,0	-2,5
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	121,4	109,1	110,3	109,3	110,0	110,5	0,4	1,3
Articles d'habillement et chaussures	703,2	104,0	104,1	102,8	103,2	103,8	0,6	-0,2
Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles	1107,8	103,3	103,9	103,6	103,8	104,4	0,6	1,1
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	451,9	104,4	104,6	104,2	104,2	104,2	0,0	-0,2
Santé	423,2	105,3	107,5	106,3	104,7	103,4	-1,2	-1,7
Transport	891,8	99,3	99,9	99,8	99,6	100,2	0,6	0,9
Communication	486,5	98,1	98,1	95,7	95,2	95,7	0,6	-2,4
Loisir et culture	253,7	101,6	105,1	107,0	104,9	102,4	-2,4	0,8
Enseignement	231,2	102,8	103,4	103,4	105,1	104,3	-0,7	1,5
Restaurant et hôtel	638,8	104,3	104,4	103,0	103,7	103,5	-0,2	-0,7
Biens et services divers	444,2	103,5	104,7	105,1	105,0	105,0	0,1	1,5
<b>Total</b>	<b>10000,0</b>	<b>104,4</b>	<b>104,3</b>	<b>102,8</b>	<b>103,3</b>	<b>103,4</b>	<b>0,0</b>	<b>-1,0</b>

**Source** : Commission de l'UEMOA

En glissement annuel, la baisse des prix observée s'explique essentiellement par la baisse du sous-indice des prix de la fonction « Alimentation et boissons non alcoolisées » (-2,5%) et par celles des fonctions « Communication » (-2,4%), « Santé » (-1,7%) et « Restaurant et Hôtel » (-0,7%). En effet, ces diminutions de prix n'ont été que partiellement compensées par les hausses notamment enregistrées au niveau des sous-indices des composantes « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+1,1%), « Transport » (+0,9%) et « Biens et services divers » (+1,5%).

**Tableau 5** : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre

PAYS	Pondération	2018		2019			Variations (%)	
		Trim3	Trim4	Trim1	Trim2	Trim3	3T19/ 2T19	3T19/ 3T18
BENIN	759,7	102,4	101,0	101,5	101,1	100,4	-0,4	-2,1
BURKINA	1 258,0	107,3	105,1	102,1	103,1	102,3	1,0	-2,7
COTE D'IVOIRE	3 130,8	103,0	103,3	103,2	104,2	103,7	1,0	0,9
GUINEE-BISSAU	140,7	106,3	107,1	106,4	104,9	107,0	-1,4	-0,6
MALI	1 428,2	103,5	104,0	100,6	100,8	102,3	0,2	-2,2
NIGER	1 110,6	105,3	104,0	101,8	101,9	102,0	0,1	-3,1
SENEGAL	1 490,9	104,8	105,6	104,0	103,8	105,6	-0,3	1,4
TOGO	681,1	103,4	103,1	104,3	102,7	103,7	-1,5	-2,3
<b>UEMOA</b>	<b>10 000,0</b>	<b>104,4</b>	<b>104,3</b>	<b>102,8</b>	<b>103,3</b>	<b>103,4</b>	<b>0,0</b>	<b>-1,0</b>

**Source** : Commission de l'UEMOA

L'analyse de la dynamique de l'IHPC au travers des évolutions constatées dans les Etats membres permet de noter que la stabilité des prix constatée en variation trimestrielle résulte des évolutions contrastées relevées au sein de l'Union. En effet, si l'IHPC s'est, respectivement, inscrit en Côte d'Ivoire (+1,0%), au Burkina Faso (+1,1%), au Mali (+0,2%) et au Niger (+0,1%), il s'est affiché, sur la même période, en baisse au Togo (-1,5%), au Sénégal (-0,3%), au Bénin (-0,4%) et en Guinée-Bissau (-1,4%). En glissement annuel, la baisse des prix (-1,0%) résulte des diminutions de prix enregistrées dans la plupart des Etats membres de l'Union, notamment au Burkina Faso (-2,7%), au Togo (-2,3%), au Niger (-3,1%) et au Mali (-2,2%), et malgré les évolutions à la hausse de l'indice général des prix en Côte d'Ivoire (+0,9%) et au Sénégal (+1,4%).

**Tableau 6** : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC

Libellé	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée -Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Indice produit frais	-4,0	-2,1	-1,9	2,7	0,7	-0,8	2,2	-5,3	-1,0
Indice Energie	1,4	-0,3	-0,3	-2,0	0,4	1,0	0,4	1,2	0,4
<b>Taux d'inflation sous-jacente</b>	<b>0,9</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,6</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,0</b>
produits locaux	-0,7	-0,7	-0,3	1,2	0,4	-0,5	0,9	-1,7	-0,2
produits importés	0,6	0,0	-0,8	0,0	-0,8	0,0	0,4	0,0	-0,2
produits du secteur primaire	-5,9	-1,4	-1,5	2,1	1,1	-0,7	-0,6	-5,9	-1,0
produits du secteur secondaire	0,9	0,0	0,1	0,0	-0,8	0,1	3,7	-0,4	0,4
produits du secteur tertiaire	1,5	0,0	0,1	0,0	-0,3	-0,1	-0,7	0,1	0,1
Biens non durables	-2,0	-0,3	-2,1	0,7	0,1	-0,2	-2,3	-2,0	-1,2
Biens semi durables	0,8	0,0	0,1	-0,4	-0,1	0,4	5,4	0,0	1,6
Biens durables	2,9	-0,1	-0,4	0,0	-2,0	0,2	-1,5	-0,1	-0,4

**Source** : Commission de l'UEMOA

Au niveau régional, les prix des produits frais ont évolué à la baisse (-1,0%), par rapport au deuxième trimestre de l'année 2019, tandis que les produits énergétiques se sont affichés en légère progression de 0,4%, sur la même période. En conséquence, l'inflation sous-jacente, c'est-à-dire, hors produits frais et énergie, est ressortie nulle au cours du troisième trimestre 2019.

Enfin, sur la base des réalisations de l'IHPC pour les neuf (09) premiers mois de l'année 2019, le taux d'inflation annuel moyen a été prévu à -0,7%, à la fin de l'année 2019.

## 2.3. Secteur extérieur

### Exportations

La baisse des ventes, à l'extérieur, des produits de l'Union (hors Bénin)<sup>7</sup> enregistré au second trimestre 2019 s'est accentuée au troisième trimestre de l'année. En effet, les exportations se sont repliées de 569,9 Mds (-15,6%) au 3<sup>ème</sup> trimestre 2019 comparativement au trimestre précédent pour lequel également une baisse de 245,8 Mds (-6,3%) a été observée.

Cette baisse est imputable aux contreperformances au niveau de tous les Etats membres à savoir le Burkina Faso (-13,7%), la Côte d'Ivoire (-18,1%), la Guinée Bissau (-14,2%), le Mali (-21,2%), le Niger (-8,1%), le Sénégal (-1,6%) et le Togo (-20,8%). Il est à relever que trois (03) Etats que sont le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Sénégal ont enregistré une seconde baisse trimestrielle de leurs exportations. La part des Etats dans les exportations de l'Union (hors Bénin), au 3<sup>ème</sup> trimestre 2019, reste quasiment identique à celle des années antérieures avec les ventes de la Côte d'Ivoire qui représentent à elles seules 49% du total suivies respectivement par le Sénégal (15,2%), le Mali (14,5%), le Burkina Faso (13,0%), le Niger (3,4%), le Togo (3,1%) et la Guinée Bissau (1,8%).

L'examen au niveau des Etats permet de relever que pour le Niger la chute de ses exportations est liée au repli des ventes des produits agricoles (-40,9%), les hydrocarbures (-29,2%) et les autres produits (-33,7%) en rapport entre autres avec la fermeture des frontières terrestres du Nigéria avec ses pays limitrophes. La hausse des exportations des produits miniers (+7,0%) portée principalement par l'augmentation des prix de l'uranium (+8,5%) et de l'or (+8,4%) a contribué à atténuer les replis. En ce qui concerne le Sénégal, la baisse des exportations (-7,8 mds) résulte principalement, selon l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), des baisses des ventes des produits alimentaires (-41,4 milliards), des « engrais minéraux et chimiques » (-9,2 milliards), du titane (-1,8 milliard) et du zircon (-1,7 milliard). La consolidation des exportations d'or non monétaire (+17,6 milliards), de produits pétroliers (+13,9 milliards) et de ciment (+3,9 milliards) ont amoindri ses baisses. La vente des produits du Sénégal vers l'UEMOA a baissé de 3,2 Mds et le Mali reste le premier pays destinataire.

**Tableau 7** : Evolution trimestrielle des exportations en valeur (en Mds)

	3T17	4T17	1T18	2T18	3T18	4T18	1T19	2T19	3T19
<b>Burkina Faso</b>	310,0	461,5	602,0	438,1	315,1	442,6	544,0	466,0	402,0
<b>Côte d'Ivoire</b>	1 238,7	1 596,7	2 015,6	1 580,4	1 130,5	1 819,2	2 079,0	1 846,4	1 512,7
<b>Guinée Bissau</b>	35,8	2,9	5,7	47,7	69,3	18,9	1,4	64,4	55,2
<b>Mali</b>	397,6	448,9	553,3	532,3	510,0	420,0	518,9	567,3	446,8
<b>Niger</b>	95,3	108,2	62,0	97,6	117,6	141,4	91,0	115,8	106,5
<b>Sénégal</b>	324,0	323,6	384,2	432,7	396,3	456,7	555,3	477,5	469,6
<b>Togo</b>	90,4	103,2	108,0	113,7	67,2	106,8	115,6	121,9	96,6
<b>UEMOA (Hors Bénin)</b>	<b>2 491,9</b>	<b>3 045,0</b>	<b>3 730,8</b>	<b>3 242,5</b>	<b>2 606,1</b>	<b>3 405,6</b>	<b>3 905,1</b>	<b>3 659,3</b>	<b>3 089,4</b>

**Source** : INS des Etats

<sup>7</sup> Les données du 3<sup>ème</sup> trimestre 2019 du commerce extérieur du Bénin n'ont pas été disponibles

En glissement annuel, la valeur des exportations de l'Union (hors Bénin) est en hausse de 18,5% (+483,3 Mds) en lien avec les augmentations enregistrées dans tous les Etats à l'exception de la Guinée Bissau (-20,3%), du Mali (-12,4%) et du Niger (-9,5%). Par contre au niveau des hausses, la plus forte augmentation a été enregistrée au Togo (+43,6%) suivi respectivement de la Côte d'Ivoire (+33,8%), le Burkina Faso (+27,6%) et le Sénégal (+18,5%).

Globalement, sur les neuf (09) mois de l'année 2019 comparés à ceux de l'année précédente, les exportations de l'Union sont en hausse de 1074,4 Mds (+11,2%). Cette hausse dénote une bonne orientation des échanges extérieurs de l'Union, en dépit de la conjoncture internationale, marquée par l'évolution mitigée des cours des principales matières premières d'exportation des Etats membres. Ainsi, si la tendance se maintient au dernier trimestre, le niveau des exportations de l'Union en 2019 devrait être au-dessus de celles de 2018.

### **Importations**

Les achats des produits de l'Union ont baissé de 88,0 Mds (-1,8%) au 3<sup>ème</sup> trimestre 2019 comparé au trimestre précédent de l'année, en lien avec le repli des importations enregistré dans tous les Etats membres en dehors de la Côte d'Ivoire (+17,1%) et du Sénégal (+9,3%). Le Burkina Faso (-31,2%) a été le pays de l'Union dont les importations ont le plus diminué suivi respectivement par le Niger (-22,1%), la Guinée Bissau (-18,1%), le Mali (-7,6%) et le Togo (-6,7%).

Au niveau des Etats pour lesquels les importations ont baissé, les achats du Niger en biens d'équipement, en produits pétroliers et autres produits se sont repliés respectivement de 23,6% (-41,8 Mds), 43,5% (-44,6 Mds) et 3,7% (-0,4 Mds) alors que ceux des produits agricoles ont augmenté de 2,1% (+2,0 Mds). Au niveau des Etats dont les importations ont augmenté, pour le Sénégal, d'après l'ANSD, la hausse estimée à 95 Mds est principalement imputable aux « machines, appareils et moteurs » (+59,9 Mds), « véhicules, matériels de transport et pièces détachées automobiles » (+51,0 Mds) et produits pétroliers (+23,3 Mds). Par contre, les achats d'huiles brutes de pétrole ont diminué (-2,3 Mds), en rapport avec les prix (2,8%).

**Tableau 8** : Evolution trimestrielle des importations en valeur (en Mds)

	2T17	3T17	4T17	1T18	2T18	3T18	4T18	1T19	2T19	3T19
<b>Burkina Faso</b>	540,3	575,9	596,4	543,8	559,1	580,5	665,0	591,0	828,2	569,4
<b>Côte d'Ivoire</b>	1622,7	1326,9	1380,3	1407,2	1481,4	1640,7	1570,4	1603,0	1435,7	1680,9
<b>Guinée Bissau</b>	33,1	30,0	31,6	27,9	36,6	25,9	32,3	33,5	31,9	26,1
<b>Mali</b>	414,9	710,9	501,1	695,5	680,4	614,7	535,3	684,9	761,1	703,4
<b>Niger</b>	248,6	253,2	287,0	350,0	393,8	367,7	324,0	385,4	384,0	299,1
<b>Sénégal</b>	908,8	881,2	941,0	942,6	955,3	971,1	1047,3	965,5	1018,0	1113,0
<b>Togo</b>	224,6	232,2	261,6	250,0	223,4	241,7	258,3	264,5	315,4	294,3
<b>UEMOA (hors Bénin)</b>	<b>3993,0</b>	<b>4010,3</b>	<b>3999,0</b>	<b>4217,0</b>	<b>4330,0</b>	<b>4442,3</b>	<b>4432,6</b>	<b>4527,7</b>	<b>4774,2</b>	<b>4686,2</b>

**Source** : INS des Etats

En glissement annuel, les importations de l'Union enregistrent une progression de 5,5% (+243,9 mds) résultant de leur consolidation dans tous les Etats à l'exception du Burkina Faso (-1,9%) et du Niger (-18,7%). La plus forte hausse est observée au Togo

(+21,8%) suivi par le Sénégal (+14,6%), le Mali (+14,4%), la Côte d'Ivoire (+2,4%) et la Guinée Bissau (+0,9%).

En somme, sur les neuf (09) premiers mois 2019, les importations de l'Union sont en hausse, par rapport à la même période de l'année précédente, de 998,7 Mds (+7,7%). Cette évolution, au regard de la progression des exportations, induirait une amélioration du solde commercial pour l'année 2019.

### **Taux de couverture**

La couverture des importations par les exportations de l'Union (hors Bénin) se réduit, au 3<sup>ème</sup> trimestre 2019 comparativement au second trimestre, avec un taux en baisse de 10,7 points de pourcentage. Cette forte baisse résulte du repli important enregistré au niveau des exportations (-15,6%) par rapport à celui des importations (-1,8%), au cours du trimestre sous revue.

L'examen par pays relève une détérioration du taux de couverture dans plus de la moitié des Etats de l'Union. La Côte d'Ivoire est le pays pour lequel la baisse du taux de couverture est la plus importante avec un repli de 36,6 points.

En glissement annuel, le taux de couverture de l'Union (hors Bénin) s'est amélioré de 0,8 point.

**Tableau 9** : Evolution trimestrielle du taux de couverture dans l'Union (en %)

	2T17	3T17	4T17	1T18	2T18	3T18	4T18	1T19	2T19	3T19
<b>Burkina Faso</b>	82,5	53,8	77,4	110,7	78,4	54,3	66,6	92,1	56,27	70,6
<b>Côte d'Ivoire</b>	129,5	93,4	115,7	143,2	106,7	68,9	115,8	129,7	128,6	90,0
<b>Guinée Bissau</b>	227,5	119,4	9,3	20,5	130,5	268,0	58,4	4,2	202,1	211,6
<b>Mali</b>	101,7	55,9	89,6	79,6	78,2	83,0	78,5	75,8	74,5	63,5
<b>Niger</b>	35,5	37,6	37,7	17,7	24,8	32,0	43,6	23,6	30,2	35,6
<b>Sénégal</b>	44,3	36,8	34,4	40,8	45,3	40,8	43,6	57,5	46,9	42,2
<b>Togo</b>	54,5	38,9	39,5	43,2	50,9	27,8	41,3	43,7	38,7	32,8
<b>UEMOA (hors Bénin)</b>	24,6%	23,0%	23,7%	22,4%	22,3%	22,0%	22,9	23,1	23,7	22,8

**Source** : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

### **Solde commercial**

Le déficit commercial de l'Union (hors Bénin) se détériore de 482 Mds, au 3<sup>ème</sup> trimestre 2019 par rapport au trimestre précédent, en ressortant à 1596,8 Mds. Cette situation résulte de la baisse plus importante des exportations (-6,4%) que celle des importations (-5,2%). L'examen par Etat membre relève qu'en dehors du Niger le solde commercial s'est creusé globalement. La Côte d'Ivoire a été l'Etat pour lequel le solde s'est le plus détérioré en enregistrant un déficit de 168 Mds après deux (02) trimestres consécutifs d'excédent. En glissement annuel, le déficit commercial se résorbe de 239,5 Mds.

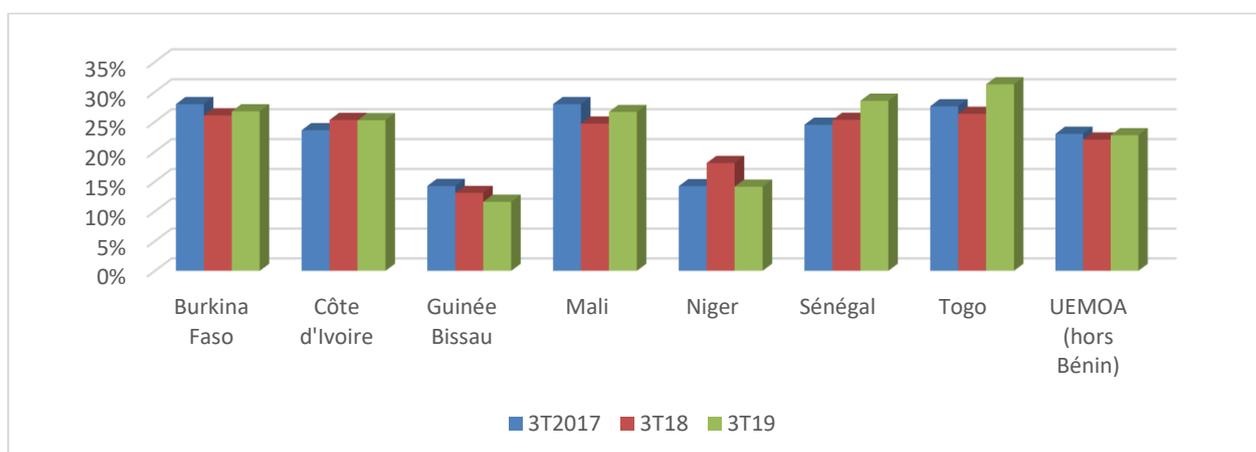
**Tableau 10** : Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (en Mds FCFA)

	2T17	3T17	4T17	1T18	2T18	3T18	4T18	1T19	2T19	3T19
<b>Burkina Faso</b>	-94,6	-265,9	-134,9	58,2	-121,0	-265,4	-222,4	-47,0	-362,2	-167,4
<b>Côte d'Ivoire</b>	479,2	-88,2	216,3	608,4	99,1	-510,2	248,8	476,0	410,7	-168,2
<b>Guinée Bissau</b>	42,2	5,8	-28,7	-22,1	11,1	43,4	-13,4	-32,1	32,5	29,1
<b>Mali</b>	7,2	-313,4	-52,3	-142,2	-148,1	-104,7	-115,3	-166,0	-193,8	-256,6
<b>Niger</b>	-160,3	-157,9	-178,8	-288,0	-296,2	-250,2	-182,6	-294,5	-268,2	-192,6
<b>Sénégal</b>	-506,1	-557,2	-617,3	-558,4	-522,6	-574,8	-590,6	-410,1	-540,5	-643,3
<b>Togo</b>	-102,2	-141,8	-158,4	-142,0	-109,7	-174,5	-151,5	-148,9	-193,5	-197,8
<b>UEMOA (Hors Bénin)</b>	<b>-334,5</b>	<b>-1518,5</b>	<b>-954,0</b>	<b>-486,2</b>	<b>-1087,4</b>	<b>-1836,2</b>	<b>-1027,0</b>	<b>-622,6</b>	<b>-1114,9</b>	<b>-1596,8</b>

**Source** : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

### Compétitivité extérieure : Taux de pénétration

Le 3<sup>ème</sup> trimestre 2019 est caractérisé par une baisse du taux de pénétration de l'Union (hors Bénin) comparativement au trimestre précédent. En effet, après s'être amélioré au cours des deux (02) trimestres précédents, le taux de pénétration se repli de 1,0 point pour s'établir à 22,8% en lien avec les baisses enregistrées dans les Etats à l'exception de la Côte d'Ivoire et le Sénégal. Il s'agit notamment au Burkina Faso (-8,9 points), en Guinée Bissau (-2,8 point), le Mali (-2,9 points), le Niger (-3,4 points) et le Togo (-2,4 points).

**Graphique 4** : Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union<sup>8</sup>

**Source** : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

Comparativement au même trimestre de 2018, le taux de pénétration de l'Union s'améliore légèrement de 0,7 point au 3<sup>ème</sup> trimestre 2019. Comme évoqué dans les précédentes notes, le faible niveau de ce taux de l'Union devrait interpeller les Etats à accélérer leurs efforts visant à diversifier les bases productives pour mieux s'intégrer dans le commerce mondial et être moins vulnérables des chocs externes notamment ceux portant sur les cours internationaux des matières de base.

<sup>8</sup> Hors Bénin

## 2.4. Finances publiques

### 2.4.1. Recettes

Au cours du troisième trimestre de l'année 2019, les données conjoncturelles sur les finances publiques de l'Union indiquent que les recettes budgétaires totales s'y sont établies à 4020,9 mds, contre 3558,5 mds au troisième trimestre de l'année précédente. Autrement dit, cette évolution correspond à une hausse de 462,5 mds, en termes absolus, et à une légère progression relative de 13,0% en glissement annuel.

**Tableau 11** : Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMOA (en Mds).

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
<b>Recettes Totales</b>	-	<b>929,8</b>	<b>1427,0</b>	<b>27,7</b>	<b>494,9</b>	<b>232,5</b>	<b>740,2</b>	<b>168,8</b>
	<i>449,9</i>	<i>733,2</i>	<i>1331,0</i>	<i>28,9</i>	<i>389,8</i>	<i>245,6</i>	<i>651,3</i>	<i>178,7</i>
	-	26,8%	7,2%	-3,8%	26,9%	-5,3%	13,7%	-5,6%
<b>Recettes Fiscales</b>	-	<b>720,3</b>	<b>1193,7</b>	<b>25,2</b>	<b>385,4</b>	<b>216,0</b>	<b>632,3</b>	<b>148,3</b>
	<i>372,1</i>	<i>650,9</i>	<i>1014,3</i>	<i>21,9</i>	<i>327,7</i>	<i>220,9</i>	<i>568,1</i>	<i>145,7</i>
	-	10,7%	17,7%	14,7%	17,6%	-2,2%	11,3%	1,8%
<b>Recettes non fiscales</b>	-	<b>209,5</b>	<b>175,8</b>	<b>2,6</b>	<b>12,9</b>	<b>3,7</b>	<b>48,0</b>	<b>20,5</b>
	<i>77,8</i>	<i>82,4</i>	<i>163,9</i>	<i>6,9</i>	<i>16,3</i>	<i>24,5</i>	<i>33,8</i>	<i>32,4</i>
	-	154,4%	7,2%	-62,7%	-20,9%	-84,9%	42,1%	-36,9%
<b>Dépenses Totales</b>	-	<b>1064,0</b>	<b>1773,8</b>	<b>27,7</b>	<b>650,5</b>	<b>358,5</b>	<b>724,1</b>	<b>154,3</b>
	<i>533,9</i>	<i>901,7</i>	<i>1536,1</i>	<i>24,4</i>	<i>402,8</i>	<i>372,8</i>	<i>801,8</i>	<i>159,7</i>
	-	18,0%	15,5%	13,7%	61,5%	-3,8%	-9,7%	-3,4%
<b>Dépenses Courantes</b>	-	<b>784,7</b>	<b>0,0</b>	<b>27,7</b>	-	<b>176,4</b>	<b>219,6</b>	<b>118,7</b>
	<i>374,9</i>	<i>660,5</i>	<i>887,7</i>	<i>23,5</i>	-	<i>150,4</i>	<i>221,2</i>	<i>126,4</i>
	-	18,8%	-100,0%	17,9%	-	17,3%	-0,7%	-6,1%
<b>Dépenses en Capital</b>	-	<b>279,3</b>	<b>422,4</b>	<b>0,04</b>	<b>133,4</b>	<b>182,2</b>	<b>269,5</b>	<b>35,6</b>
	<i>159,0</i>	<i>241,2</i>	<i>401,5</i>	<i>0,9</i>	<i>130,1</i>	<i>222,5</i>	<i>357,1</i>	<i>33,3</i>
	15,8%	5,2%	-95,2%	2,5%	-18,1%	-24,5%	7,0%	15,8%
<b>Solde Global</b>	-	<b>-73,7</b>	<b>-192,3</b>	<b>2,8</b>	<b>-155,7</b>	<b>-126,1</b>	<b>16,1</b>	<b>55,1</b>
	<i>-257,5</i>	<i>-92,6</i>	<i>-205,1</i>	<i>7,6</i>	<i>-13,0</i>	<i>-126,0</i>	<i>-253,1</i>	<i>52,3</i>
	-	-20,4%	-6,2%	-62,9%	1099,6%	0,1%	-106,4%	5,3%

**Note** : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du troisième trimestre 2019, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du troisième trimestre 2018. Les taux de croissance en glissement annuel sont présentés en pourcentage.

**Source** : CNPE/Commission de l'UEMOA

Concernant l'évolution de la situation financière dans les Etats membres de l'Union, il ressort des données conjoncturelles du troisième trimestre 2019 que l'évolution à la hausse des recettes, constatée en glissement annuel, s'explique par la progression des recettes totales dans la plupart des Etats membres de l'Union, sur la période, notamment au Burkina Faso (+196,6 mds, soit +26,8%), au Mali (+105,0 mds, soit +26,9%), en Côte d'Ivoire (+96,0 mds, soit +7,2%) et au Sénégal (+89,0 mds, soit +13,7%). Sur la même période, les recettes budgétaires totales ont, en revanche,

évolué à la baisse au Niger (-13,1 mds, soit -5,3%), au Togo (-9,9 mds, soit -5,6%) et en Guinée-Bissau.

Concernant les principales composantes des recettes, les données du troisième trimestre 2019 indiquent que la hausse des recettes totales de l'Union résulte de la dynamique des recettes fiscales qui se sont affichées en hausse de 371,8 mds (+12,6%), par rapport au troisième trimestre de l'année 2018. Cette évolution des recettes fiscales, au niveau régional, s'explique par la mobilisation accrue de ces recettes dans la quasi-totalité des Etats membres de l'Union, notamment en Côte d'Ivoire (+179,5 mds, soit +17,7%), au Burkina Faso (+69,5 mds, soit +10,7%), au Sénégal (+64,2 mds, soit +11,3%) et au Mali (+57,7 mds, soit +17,6%). Sur la période, seul le Niger (-4,9 mds, soit -2,2%) a enregistré un léger repli de ses recettes fiscales. S'agissant des recettes non fiscales, elles sont ressorties en hausse de 112,7 mds (+31,3%) en glissement annuel. Cette progression a essentiellement été impulsée par la hausse de 127,1 mds (+154,4%) des recettes non fiscales observée au Burkina Faso, par rapport au troisième trimestre 2018 et, dans de bien moindres mesures, par celles relevées au Sénégal (+14,2 mds, soit +42,1%) et en Côte d'Ivoire (+11,9 mds, soit +7,2%). Dans le même temps, les recettes non fiscales se sont affichées en baisse au Niger (-20,8 mds, soit -84,9%), au Togo (-12,0 mds, soit -36,9%), en Guinée-Bissau (-4,3 mds, soit -62,7%) et au Mali (-3,4 mds, soit -20,9%).

## 2.4.2. Dépenses

Au troisième trimestre 2019, les dépenses publiques totales de l'Union se sont inscrites en hausse de 553,8 mds, soit une augmentation de 13,2% en termes relatifs, par rapport au troisième trimestre de l'année 2018. Cette dynamique des dépenses publiques régionales a été notamment portée par les hausses relativement importantes, respectivement relevées au Mali (+247,7 mds, soit +61,5%), en Côte d'Ivoire (+237,7 mds, soit +15,5%) et au Burkina Faso (+162,3 mds, soit +18,0%). En dehors de ces trois pays, seule la Guinée-Bissau (+3,3 mds, soit +13,7%) a observé une hausse de ses dépenses publiques totales, tandis que le Sénégal (-77,7 mds, soit -9,7%) a enregistré la baisse la plus importante parmi les autres Etats membres de l'Union.

L'analyse de l'évolution des dépenses publiques totales selon leurs principales composantes permet de constater que la hausse des dépenses publiques observée au niveau régional est due à la hausse des dépenses courantes de l'Union qui s'est globalement établie autour de 490,0 mds, soit une progression relative d'environ 22,0%, par rapport au troisième trimestre de l'année 2018. Cette évolution des dépenses courantes au niveau de la région s'explique notamment par la hausse de 116,9 mds (+123,5%) des dépenses sur salaires au Mali, en glissement annuel. Sur la période, seuls le Togo (7,7 mds, soit - 6,1%) et le Sénégal (-1,6 mds, soit -0,7%) ont affiché des baisses de leurs dépenses courantes, toutefois, dans de faibles proportions. Concernant les dépenses en capital de l'Union, elles sont ressorties en baisse de 64,1 mds (-4,6%), par rapport au troisième trimestre de l'année précédente.

Cette baisse des dépenses d'investissement régionales tient essentiellement aux replis respectivement observés au Sénégal (-87,6 mds, soit -24,5%) et au Niger (-40,3 mds, soit -18,1%). Sur la période, les hausses de dépenses en capital les plus remarquables ont été notées au Burkina Faso (+38,1 mds, soit +15,8%) et en Côte d'Ivoire (+20,9 mds, soit +5,2%).

### **2.4.3. Solde budgétaire**

Au terme du troisième trimestre 2019, l'exécution budgétaire au sein des Etats membres de l'UEMOA indique que la position budgétaire globale de l'Union est restée déficitaire, mais est ressortie en amélioration de 156,0 mds, par rapport au troisième trimestre de l'année 2018, pour se situer à -473,7 mds. Cette amélioration du déficit budgétaire de l'Union résulte principalement de l'amélioration de la position budgétaire du Sénégal qui s'est améliorée de 269,2 mds, en glissement annuel, pour se révéler excédentaire au terme du troisième trimestre 2019. Sur la même période, l'évolution la plus remarquable, dans les autres Etats membres de l'Union, a été relevée au Mali où le déficit budgétaire s'est dégradé de 142,7 mds, par rapport à la situation du troisième trimestre 2018 pour se situer à 155,7 mds au troisième trimestre 2019.

## **2.5. Situation monétaire**

### **2.5.1. Masse monétaire<sup>9</sup>**

Au terme du troisième trimestre de l'année 2019, les données conjoncturelles sur la situation monétaire de l'Union indiquent une baisse de 158,8 mds en termes absolus, correspondant, en variation trimestrielle, à une légère diminution relative de -0,6% en termes relatifs. Cette évolution des disponibilités monétaires s'explique par l'évolution à la baisse de la masse monétaire dans la plupart des Etats membres de l'Union. En effet, par rapport au deuxième trimestre de 2019, les disponibilités monétaires se sont affichées en baisse au Burkina Faso (-127,2 mds, soit -3,3%), au Bénin (-47,8 mds, soit -3,4%), au Sénégal (-42,0 mds, soit -0,8%), en Guinée-Bissau (-29,5 mds, soit -7,3%) et en Côte d'Ivoire (-24,1 mds, soit -0,2%). Sur la même période, la masse monétaire a, en revanche, évolué à la hausse au Togo (+70,3 mds, soit +4,0%) et au Mali (+41,5 mds, soit +1,5%).

### **2.5.2. Actifs extérieurs nets**

Concernant les actifs extérieurs nets au niveau de l'Union, l'analyse des données du troisième trimestre de l'année 2019 indique une évolution à la baisse, d'un montant de 559,8 mds (soit, -7,2%), par rapport au deuxième trimestre de la même année. Cette dynamique des disponibilités extérieures nettes de l'Union, observée en variation trimestrielle, s'explique par les baisses enregistrées dans les actifs extérieurs nets

---

<sup>9</sup> En raison de la non disponibilité des informations sur la situation monétaire au Niger, pour le troisième trimestre 2019, les commentaires concernant la présente section concernent la situation de l'Union hors Niger.

dans l'ensemble des Etats membres de l'Union, notamment au Bénin (-200,5 mds, soit -11,5%), au Burkina Faso (-160,1 mds, soit -10,9%) et au Mali (-86,8 mds, soit -25,8%). Dans les autres Etats membres de l'Union, les diminutions enregistrées n'ont pas atteint 5%.

**Tableau 12 ::** Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres de l'UEMOA (en Mds)

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Masse monétaire	1 361,3	3 758,7	9 714,8	376,6	2 800,4	-	5 386,5	1 812,0
	<i>1 409,1</i>	<i>3 885,9</i>	<i>9 738,9</i>	<i>406,1</i>	<i>2 758,9</i>	<i>1 258,1</i>	<i>5 428,4</i>	<i>1 741,7</i>
	-3,4%	-3,3%	-0,2%	-7,3%	1,5%	-	-0,8%	4,0%
Actifs Extérieurs Nets	1 549,3	1 306,6	1 686,2	223,4	249,8	-	1 720,6	524,7
	<i>1 749,9</i>	<i>1 466,7</i>	<i>1 716,1</i>	<i>223,7</i>	<i>336,6</i>	<i>340,5</i>	<i>1 779,8</i>	<i>547,6</i>
	-11,5%	-10,9%	-1,7%	-0,2%	-25,8%	-	-3,3%	-4,2%
BCEAO	527,6	161,5	1 338,6	178,3	66,2	-	1 227,1	13,0
	<i>861,1</i>	<i>320,4</i>	<i>1 467,7</i>	<i>209,3</i>	<i>105,8</i>	<i>258,7</i>	<i>1 190,1</i>	<i>68,4</i>
	-38,7%	-49,6%	-8,8%	-14,8%	-37,5%	-	3,1%	-80,9%
Banques Commerciales	1 021,8	1 145,1	347,5	45,0	183,6	-	493,5	511,7
	<i>888,8</i>	<i>1 146,3</i>	<i>248,4</i>	<i>14,3</i>	<i>230,8</i>	<i>81,8</i>	<i>589,7</i>	<i>479,2</i>
	15,0%	-0,1%	39,9%	214,9%	-20,4%	-	-16,3%	6,8%
Créances sur les autres secteurs	1 460,1	2 924,1	7 045,6	147,4	2 594,9	-	4 367,8	1 293,3
	<i>1 478,1</i>	<i>2 884,7</i>	<i>7 003,1</i>	<i>158,3</i>	<i>2 578,6</i>	<i>1 209,3</i>	<i>4 299,1</i>	<i>1 254,5</i>
	-1,2%	1,4%	0,6%	-6,9%	0,6%	-	1,6%	3,1%
Créances nettes sur l'administration centrale	-264,3	64,6	2 891,9	54,4	538,7	-	770,0	256,1
	<i>-497,7</i>	<i>27,2</i>	<i>2 750,0</i>	<i>70,0</i>	<i>472,0</i>	<i>246,9</i>	<i>695,8</i>	<i>185,1</i>
	-46,9%	137,5%	5,2%	-22,2%	14,1%	-	10,7%	38,3%

**Note :** Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du troisième trimestre 2019, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du deuxième trimestre 2019. Les taux de croissance trimestriels sont présentés en pourcentage.

**Source :** BCEAO

### 2.5.3. Créances sur les autres secteurs

Sur le troisième trimestre de l'année 2019, les créances sur les autres secteurs se sont affichées, au niveau régional, en hausse de 176,6 mds, soit une progression relative de 0,9%, par rapport au trimestre précédent. Cette évolution des créances du secteur bancaire sur les autres secteurs de l'économie, hors administrations publiques, tient aux hausses enregistrées dans la plupart des Etats membres de l'Union, c'est-à-dire, au Sénégal (+68,7 mds, soit +1,6%), en Côte d'Ivoire (+42,5 mds, soit +0,6%), au Burkina Faso (+39,4 mds, soit +1,4%) et au Togo (+38,7 mds, soit +3,1%). Seuls le Bénin (-18,1 mds, soit -1,2%) et la Guinée-Bissau (-10,9 mds, soit -6,9%) ont affiché des baisses de ces créances du secteur bancaire, sur la période.

## 2.5.4. Créances nettes sur l'administration centrale

Au terme du troisième trimestre de l'année 2019, il ressort de l'analyse des données conjoncturelles de la situation monétaire de l'Union que les créances nettes du secteur bancaire sur les administrations centrales se sont établies à 4311,4 mds, contre 3702,4 mds au trimestre précédent, soit une hausse absolue de 609 mds, correspondant à une détérioration relative de 16,4% de la position nette des administrations centrales auprès du secteur bancaire. Du point de vue des Etats membres, cette détérioration de ladite position résulte des augmentations des créances sur les administrations centrales relevées dans la quasi-totalité des Etats membres de l'Union, notamment au Bénin (+233,4 mds, soit -46,9%) et en Côte d'Ivoire (+141,9 mds, soit +5,2%). Sur la période, seule la Guinée-Bissau (-15,6 mds, soit -22,2%) a affiché une amélioration de la position nette des administrations centrales auprès du secteur bancaire.

## 2.6. Activités de la BRVM

Le marché boursier sous régional a été caractérisé par le repli des indices boursiers de référence et de la capitalisation boursière composite. La contraction de l'indice BRVM 10 s'accélère et atteint 23,7% tandis que celle de l'indice BRVM composite se stabilise à 26,3%. La baisse de l'indice composite est imputable au recul de tous les indices sectoriels. Les indices « BRVM-Transport » (-55,3%), « BRVM-Industrie » (-47,3%), « BRVM-Agriculture » (-46,8%), « BRVM-Finances » (-26,4%) et « BRVM-Distribution » (-24,5%) ont connu les replis les plus importants.

La capitalisation boursière composite s'est repliée de 6,0% sous l'effet de la régression de la capitalisation du marché des actions de 22,1% combinée à l'augmentation de la capitalisation du marché des obligations de 20,6%. Cette dernière progresse continuellement depuis 2012. Par contre, au niveau de la capitalisation du marché des actions, la tendance qui était haussière sur la période 2012-2015 est inversée depuis avril 2016. S'agissant des transactions, le volume transigé a reculé de 37,8% et la valeur transigée de 58,3%.

## 2.7. Taux de change effectif réel<sup>10</sup>

Le taux de change effectif réel (TCER) a baissé de 6,0% au troisième trimestre 2019 par rapport à la même période de l'année précédente, après un repli de 5,1% un trimestre plus tôt. Cette évolution traduit un gain de compétitivité pour l'Union, lié principalement au différentiel d'inflation favorable à l'UEMOA (-4,3%) par rapport à ses partenaires, couplé au repli du taux de change effectif nominal (-1,8%).

L'évolution du taux de change effectif nominal au troisième trimestre 2019 traduit principalement la dépréciation, en rythme annuel, du franc CFA par rapport au naira

<sup>10</sup> Extrait du Rapport sur la Politique Monétaire dans l'UMOA, BCEAO, décembre 2019.

(-4,6%), au dollar américain (-5,7%), au yen japonais (-5,1%), au franc suisse (-4,1%) et au Dollar canadien (-2,3%). En revanche, le franc CFA s'est apprécié par rapport au rand sud-africain (+7,3%) et au cedi ghanéen (+7,1%).

### 3. Principaux faits marquants

#### 3.1. Environnement international

**Septembre 2019** – Les producteurs africains de bananes sont inquiets, ils lancent un appel à l'Union européenne à continuer à protéger la banane africaine face à la banane dollar, venue d'Amérique latine. Alors que Bruxelles supprimera en fin d'année le mécanisme de régulation mis en place en 2009 et qui permettait de limiter les quotas de banane américaine, les producteurs africains réclament un nouveau mécanisme.

À partir de la fin de l'année 2019, tout va changer. Le mécanisme de régulation qui prévoyait de limiter les importations venues d'Amérique latine en cas de dépassement des quotas sera supprimé. Le libre-échange européen et la conclusion d'accords commerciaux avec les pays d'Amérique latine expliquent cette disparition qui inquiète fortement les producteurs africains.

Certes, pour l'instant l'Europe ne touche pas à la taxe de 75 dollars la tonne imposée aux Américains et qui protège les Africains, mais cette taxe qui a été divisée par deux en dix ans et ne sera pas éternelle. Ils lancent donc un appel aux instances européennes pour accélérer les discussions. En effet, plaident les Africains, les efforts de productivité entrepris ces dix dernières années sont sur le point de porter leurs fruits, ce n'est pas le moment de lâcher les paysans du continent.

**Source** : rfi.fr

**Septembre 2019** - Le cours du pétrole a grimpé en flèche ces dernières heures sur les marchés. Plus 10% en Asie, conséquence de la poussée de fièvre au Moyen-Orient après l'attaque de drones sur deux sites pétroliers saoudiens. Le lendemain, le président Donald Trump, emboîtant le pas à son secrétaire d'Etat a désigné la République islamique sans la nommer et s'est dit prêt à riposter, sous n'importe quelle forme. Les marchés asiatiques, qui ouvrent les premiers, ont violemment réagi aux déclarations du Président américain.

**Source** : rfi.fr

**Septembre 2019** – Le gouvernement chinois a publié ce dimanche 8 septembre les chiffres du commerce extérieur pour le mois d'août. L'impact de la guerre commerciale qui l'oppose aux États-Unis se fait sentir et la consommation chinoise ralentit. Ce sont des résultats moroses pour les exportations chinoises avec une baisse d'un point sur un an en août. Elles avaient pourtant bien résisté sur le seul mois de juillet avec une hausse de 3,3 %, malgré les tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis.

Les exportations vers l'Union européenne, elles, sont restées stables. Du côté des importations, elles ont poursuivi leur chute en août avec -5,6 % sur un an, soit le même rythme que le mois précédent.

La demande intérieure en Chine ralentit. Par conséquent, l'excédent commercial chinois n'a été que de 35 milliards de dollars en août, contre plus de 44 milliards en juillet.

**Source** : rfi.fr

**Août 2019** - La croissance indienne continue de baisser, avec un chiffre de 5% seulement pour le dernier trimestre, d'avril à juin. C'est le cinquième trimestre consécutif de baisse pour le produit intérieur brut indien. New Delhi tente de réagir avec des mesures destinées à attirer les investissements. C'est son plus fort ralentissement et elle n'a pas dépassé les 5% au cours du dernier trimestre. C'est trois points de moins qu'à la même période de l'année dernière. Le secteur manufacturier progresse péniblement de 0,8%, alors qu'il bondissait de plus de 12% il y a un an.

**Source** : rfi.fr

### 3.2. Pays de l'UEMOA

**Août 2019** – Bénin - Selon la Banque mondiale, l'économie béninoise est fortement tributaire du commerce de transit avec le Nigeria qui représente environ 20% de son PIB. Le Nigeria a fermé ses frontières terrestres avec le Bénin, sans avertissement, depuis le 21 août et accuse ce pays de faire entrer sur son territoire du riz importé, portant un coup à la production locale.

Les présidents Patrice Talon et Muhamadu Buhari se sont rencontrés fin août à la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Ticad) et ont échangé sur le sujet, sans qu'il y ait amélioration. Des délégations ministérielles des deux pays et du Niger voisin se sont rencontrés à Abuja pour tenter de trouver une solution à la crise.

**Source** : Jeuneafrique.com

**Août 2019** – Burkina Faso - En moins d'une décennie, Coris Bank s'est développée au Burkina et dans toute l'Afrique de l'Ouest. Souvent critiquée, sa stratégie fondée sur le financement des petites entreprises pourrait être précisément la clé de son succès. À la fin de l'année 2017, Coris Bank International (CBI) a décroché la 7<sup>e</sup> place du classement des principaux groupes bancaires exerçant dans l'UEMOA, dépassant allègrement BNP Paribas et raflant 5,3 % des actifs du secteur, contre 4,1 % pour son concurrent français, soit 140 points de base gagnés en une seule année.

Le groupe créé en 2008 par Idrissa Nassa sur les cendres de la Financière du Burkina, un établissement de crédit alors en grave difficulté, talonne désormais NSIA Banque.

**Source** : Jeuneafrique.com

## Conclusion

L'analyse des principaux signaux économiques montre que la conjoncture au troisième trimestre 2019 est contrastée. En effet, la campagne agricole 2018/2019 a donné des résultats satisfaisants dans plusieurs pays de l'Union, sauf dans quelques-uns d'entre eux et la production industrielle a baissé en Côte d'Ivoire, en Guinée Bissau et au Sénégal. De même, le chiffre d'affaires du commerce a baissé en Côte d'Ivoire et a progressé au Sénégal et en Guinée Bissau. Au cours de la même période, les cours des principales matières premières exportées par les pays de l'Union sont en baisse, à l'exception de l'or.

Au niveau du commerce extérieur, il est enregistré une baisse des exportations et des importations induisant un solde commercial qui se dégrade. Les finances publiques ont dégagé un solde budgétaire qui s'améliore. Les avoirs extérieurs nets et la masse monétaire ont enregistré des baisses alors que les créances sur les autres secteurs ont augmenté.

En somme, considérant le poids des matières premières dans les économies de l'Union, on pourrait postuler que la conjoncture est mal orientée au cours du trimestre sous revue.

Par ailleurs, ce troisième trimestre de l'année est toujours caractérisé par un environnement international difficile avec la poursuite de la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine et le durcissement progressif des conditions financières. Cela peut augurer de jours difficiles pour la conjoncture économique dans la zone UEMOA. En effet, cet environnement défavorable n'encourage pas la hausse de la demande de matières premières et ne favoriserait pas la hausse des prix de ces dernières dont dépendent les pays de l'Union pour les prochains mois.

Au plan des prévisions, le FMI n'est pas optimiste sur l'évolution de l'économie mondiale pour l'année 2019 et, en conséquence, la bonne tenue des cours des matières premières n'est pas assurée pour le reste de l'année, puisque la demande de celles-ci pourrait baisser. Dans ces conditions, si la croissance en Afrique subsaharienne ne s'améliore pas, les éléments précités n'augurent pas d'une bonne orientation de la conjoncture pour le reste de l'année 2019.